

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P.**

**Objet du marché :**  
**Maintenance des installations de chauffage,  
ventilation et climatisation**

**Accord-cadre de services**

**MAPA N° 1-2025**

# Sommaire

<b>1. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Durée du marché.....	3
1.3 Dispositions du marché.....	3
1.4 Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	3
<b>2. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
2.1 Documents particuliers .....	4
2.2 Préséance des documents .....	4
<b>3. PRESENTATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>4. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....</b>	<b>4</b>
4.1 Date de valeur / révision des prix.....	4
4.2 Révision des prix .....	5
4.3 Clause limitative .....	5
4.4 Délai de paiements.....	5
4.5 Présentation des factures .....	5
4.6 Paiement des sous-traitants.....	6
<b>5.- DUREE DU MARCHÉ – DATE D'EFFET – PENALITES .....</b>	<b>6</b>
5.1 Délai d'exécution .....	6
5.2 Pénalités.....	6
<b>6. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DE LA PRESTATION .....</b>	<b>7</b>
6.1 Organisation, hygiène et sécurité des interventions .....	7
6.2 Stockage, protection, installation pour les interventions.....	7
6.3 Nettoyage et gestion des déchets.....	7
<b>7. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
7.1 Connaissance des lieux – Vérifications préalables .....	7
7.2. Suivi des prestations.....	7
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE – RESILIATION .....</b>	<b>7</b>
<b>9. LITIGES .....</b>	<b>8</b>
9.1 - Règlement amiable .....	8
9.2 - Arbitrage .....	8
9.3 - Compétence et juridiction.....	8

## 1. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières C.C.A.P concernant la maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation, production eau chaude sanitaire, traitement des eaux des circuits concernés de la CAF de l'AUDE.

Cette prestation porte sur les installations existantes à la date de passation du Marché.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### 1.2 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période d'un an à compter de la notification, renouvelable deux fois maximum par période d'un an, la durée maximum sera de trois ans. La reconduction à l'entreprise sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au plus tard le 30 du mois précédent la fin de l'échéance annuelle.

### 1.3 Dispositions du marché

Le cadre de ce marché est constitué par :

- L'ordonnance N° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- Le décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- L'article L 124-4 du code de la Sécurité Sociale,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

**Le pouvoir adjudicateur et Maître d'ouvrage** est la Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude : **Madame Elise PALUS**.

**Le comptable assignataire** des paiements est le Directeur comptable et financier de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude : Monsieur Christophe LECOMTE-PIGEARD.

**Le représentant du pouvoir adjudicateur** est Monsieur Xavier SEJALON, Responsable 3SI & Administration Générale et Patrimoine de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude.

### 1.4 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire du marché veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de la préservation du voisinage.

Ces mesures relatives à la protection de l'environnement sont réglées en application de **l'article 7 du CCAG de fournitures courantes et de services**.

## 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG de fournitures courantes et de services.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessous :

## 2.1 Documents particuliers

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexe(s),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- La Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF),
- Le mémoire technique du titulaire.

## 2.2 Préséance des documents

En cas de besoin, ces documents doivent être interprétés dans l'ordre où ils sont énumérés ci-avant.

## 3. PRESENTATION DU MARCHÉ

Le présent Marché s'applique aux installations équipant les sites désignés ci-après :

**Le siège de la CAF de l'Aude à Carcassonne,  
Les bureaux de la CAF de l'Aude à Narbonne,  
Les bureaux de la CAF de l'Aude à Castelnaudary,  
Les bureaux de la CAF de l'Aude à Lézignan-Corbières,**

**La liste des installations sous contrat pourra être modifiée par voie d'avenant conformément aux termes du présent Marché.**

Les différents bâtiments desservis sont, pour certains, de facture récente, pour d'autres, de facture ancienne. Les équipements objets du présent Marché sont hétérogènes et de techniques différentes.

Les énergies actuellement utilisées sont :

- Le gaz naturel.
- L'énergie électrique.

La CAF de l'Aude s'autorise à utiliser d'autres énergies que celles précisées ci-avant, y compris les énergies nouvelles et renouvelables (Solaire, géothermie...).

La prise en compte, en cours de Marché, de l'usage de ces énergies complémentaires fera l'objet d'un Avenant au Marché.

## 4. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Les fournitures, services et prestations visées au présent Marché seront effectués aux conditions définies, par type de prestation, dans chacun des titres spécifiques du présent C.C.A.P.

### 4.1 Date de valeur / révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois fixé à l'acte d'engagement**. Ce mois est appelé "mois zéro".

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en euros.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de ce marché sont réglés par application du prix forfaitaire donné dans l'acte d'engagement.

## 4.2 Révision des prix

Les prix du présent marché **sont actualisés** annuellement dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour faisant l'objet du marché est l'index national BT 41 ventilation et conditionnement d'air

### **Coefficient d'actualisation**

Les prix fixés dans l'acte d'engagement sont fermes pendant la durée initiale du marché.

Les demandes de révision des prix sont formulées par écrit, par le titulaire du marché un mois avant la date d'anniversaire du marché selon la formule ci-dessous.

$P = P_o \times (I/I_o)$
--------------------------

P = Prix Révisé

P<sub>o</sub> = Prix du marché à la date de notification (prix de base)

I = Dernier Indice BT 41 connu à la date de révision du marché

I<sub>o</sub> = Indice BT 41 du 1/10/2024

L'actualisation est effectuée au prix du marché si un délai supérieur de 3 mois s'écoule entre la date d'établissement du prix initial (date de remise des offres) et la date de signature de l'ordre de service auprès du titulaire.

Pour appliquer l'actualisation, il sera fait référence à l'index national BT 41 ventilation et conditionnement d'air.

## 4.3 Clause limitative

**L'évolution du prix résultant de l'application de la formule de révision sera limitée à une augmentation de 3 % maximum à la date de révision.**

Si le coefficient de révision des prix est inférieur ou égal à 3% par période de reconduction, il sera fait application uniquement de la révision des prix.

Si le coefficient de révision des prix est supérieur à 3 % par période de reconduction, l'augmentation du prix sera au maximum de 3 %.

## 4.4 Délai de paiements

Les sommes dues font l'objet d'acomptes mensuels conformément à l'article 11.2 du CCAG de fournitures courantes et de services.

Le mode de règlement retenu est le virement.

## 4.5 Présentation des factures

Le titulaire établira une facture trimestrielle détaillée par site, avec mention des différentes prestations, au nom de Madame la Directrice de la CAF de l'AUDE.

Les factures sont rédigées en langue française et porteront toutes, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date, le nom, N° SIRET et l'adresse du titulaire
- Les références du marché,

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'Acte d'Engagement,
- Le montant hors TVA et la désignation exacte de la prestation exécutée,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des travaux exécutés.

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation des organismes « Chorus Pro ». Le Siret de la Caf de l'Aude est 775 555 642 00047.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt d'une facture électronique sur « Chorus Pro » ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier. Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus Pro ».

#### 4.6 Paiement des sous-traitants

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant devra se référer aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le sous-traitant devra également fournir des références, donner une description des moyens humains et techniques qu'il met en œuvre pour la réalisation des travaux qu'il sous traite.

## 5. - DUREE DU MARCHÉ – DATE D'EFFET – PENALITES

### 5.1 Délai d'exécution

Se référer à l'article 1.2 du présent CCAP.

### 5.2 Pénalités

Pour les pénalités, il sera dérogé aux articles **14.2.3 et 14.2.4 du CCAG de fournitures courantes et de services.**

#### 5.2.1 Pénalités pour retard

Pendant les prestations, l'entrepreneur subira, par semaine de retard non justifié, une pénalité de 500€ H.T. Cette pénalité interviendra de plein droit sur simple constatation du maître de la CAF, et sans qu'il soit besoin pour cette dernière d'avoir à adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

#### 5.2.2 Pénalités pour non-respect d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité égale à 150€ HT sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

#### 5.2.3 Pénalités relatives au travail dissimulé

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé et notamment si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il s'expose à des pénalités journalières de 1/500 du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou de la tranche de marché considérée dans les conditions et limites prévues par l'article L 8222-6 du Code du travail.

## **6. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DE LA PRESTATION**

### **6.1 Organisation, hygiène et sécurité des interventions**

Le gestionnaire du site mentionnera à l'entreprise les emplacements qui, en dehors de l'emprise proprement dite des interventions, sont mis à sa disposition, en tant que de besoin, pour dépôts provisoires de matériels, matériaux.

Lesdits emplacements doivent être remis en état par le titulaire à la fin des travaux.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation écrite spéciale du Maître d'Ouvrage.

Il est rappelé que le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel, qu'à l'égard de tiers.

### **6.2 Stockage, protection, installation pour les interventions**

Le titulaire devra comprendre, dans ses prestations, tous les travaux accessoires prévus dans les CCTP, notamment :

- La fourniture et le transport des matériaux à pied d'œuvre,
- Les stockages et mises à l'abri pour protection et conservation des matériaux,
- Les ouvrages de sécurité pour protection des personnes,
- Les installations nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

### **6.3 Nettoyage et gestion des déchets**

Après chaque intervention, le titulaire devra enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres provenant de l'exécution de ses travaux.

Un état des lieux sera réalisé avant le début des interventions.

Le titulaire prendra à sa charge toute détérioration du site lors de son intervention. Il devra, lors du retrait de chantier, remettre le site dans un bon état d'ordre et de propreté.

## **7. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 Connaissance des lieux – Vérifications préalables**

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations, ainsi que des sites, des lieux d'interventions,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions des interventions, et s'être parfaitement et totalement rendue compte de leur nature, de leur importance, et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des installations existantes et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives au lieu des interventions à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement.

### **7.2. Suivi des prestations**

Les prestations seront exécutées sous la direction du service AGP de la CAF.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE – RESILIATION**

Pour la résiliation du marché, se référer au chapitre 7 du CCAG.

**Toute cessation d'existence du Titulaire entraîne de droit l'impossibilité de conclure le marché.**

## **9. LITIGES**

### **9.1 - Règlement amiable**

Le titulaire et la Caisse d'Allocations Familiales s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

### **9.2 - Arbitrage**

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018, en cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché, les parties se rapprochent afin de désigner un arbitre conformément aux dispositions du livre IV du code de procédure civile, afin de trouver une solution amiable au litige.

### **9.3 - Compétence et juridiction**

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude.

**Le Tribunal Judiciaire de CARCASSONNE  
28 boulevard Jean Jaurès  
11 012 Carcassonne  
Téléphone : 04 34 42 49 00**